



Agenda

Lundi 14 mai 2018

-10h30 : réunion du groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 4).

-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances (salle 3).

-13h30 : réunion de la section Morale et sociologie (salle 4)

-13h30 : réunion de la section Législation, droit public et jurisprudence (salle Dupont-Sommer).

-13h30 : réunion de la section Philosophie (salon Vuillard, sous réserve).

-15h : **Basile ADER**, avocat : « *La presse à la barre du tribunal* ».

-17h : Réunion du groupe de travail « Nouvelles technologies et société » (salle 4).

Mardi 15 mai 2018

-10h30 : réunion de la section Histoire et Géographie (salle 3).

Lundi 21 mai 2018 (lundi de Pentecôte) : Pas de séance.

Lundi 28 mai 2018

-9h30-18h30 : colloque « Les peuples et les élites dans la démocratie contemporaine » (grande salle des séances).

-13h30 : réunion de la section générale (salle 3).

-15h : lecture de la Notice sur la vie et les travaux de **Bernard d'ESPAGNAT** par **Daniel ANDLER** (sous la Coupole, en habit ; sur invitation pour le public).

Lundi 4 juin 2018

-12h : remise des prix du Concours Solon, suivie d'une réception (salon Bonnefous).

-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances (salle 3).

-15h : **Alain MINC**, essayiste : « L'opinion et les intellectuels : exorde à ceux qui nous détestent ».

-17h : Réunion du groupe de travail « Nouvelles technologies et société » (salle 4).

Colloques et événements à venir

Journée d'études « Les peuples et les élites dans la démocratie contemporaine »

Dans le cadre de l'enquête internationale *La démocratie dans l'adversité*, dont les résultats doivent être publiés aux Éditions du Cerf en 2019, une journée d'études réunira le 28 mai de 9h30 à 13h30 et de 15h30 à 18h30 des chercheurs européens et américains en grande salle des séances de l'Institut. Interviendront à la séance du matin Vincent Coussedière (« Les élites et le peuple : dépasser le divorce, renouer l'alliance, pour que vive la démocratie »), Patrick Deneen (« The War of All against All »), Gladden Pappin (« The Return of Machiavelli's Two Humors ») et Gaëlle Demelemestre (« L'éducation du citoyen en démocratie »). Au cours de la séance de l'après-midi se succéderont les communications d'Adrian Vermeule (« "Conformity to the Wishes of the Dominant Power": O.W. Holmes's Theory of Politics »), de Giulio De Ligio (« Sur la "responsabilité totale" des gouvernants »), de Julius Krein (« Kojève's End of History: The Collapse of Elite Authority ») et Olivier Rey (« La trahison des élites »). La conférence d'ouverture sera assurée par **Chantal Delsol**, qui coordonne cette enquête.

Rencontre interacadémique « Ce que la misère donne à penser »

La Fondation Joseph Wresinski-Institut de France, en collaboration avec le Centre Joseph Wresinski, organise lundi 4 juin de 9h à 13h en grande salle des séances de l'Institut une rencontre interacadémique à l'occasion du 35^e anniversaire de l'intervention du fondateur d'ATD Quart Monde devant l'Académie des sciences morales et politiques. **André Vauchez** et **Mireille Delmas-Marty** modéreront successivement les deux séances de travail. Inscription obligatoire à l'adresse colloque@institut-de-france.fr ; programme et renseignements sur le site de l'Institut (www.institut-de-france.fr), à la page « Actualités ».

Colloque « École pratique des hautes études – Académie des sciences morales et politiques : de l'érudition à l'opinion »

Dans le cadre du 150^e anniversaire de l'École pratique des hautes études, un colloque se tiendra le lundi 11 juin de 9h30 à 12h45 en grande salle des séances. Il portera sur les rapports entre érudition et opinion, qu'illustre notamment la double appartenance de plusieurs membres de l'École pratique des hautes études à l'Institut et en particulier à l'Académie des sciences morales et politiques. Prendront la parole au cours de la matinée, après le mot d'accueil de **François d'Orcival** : Patrick Henriot (« Introduction : la fondation de l'EPHE dans son contexte historique et intellectuel »), Yves Bruley (« Gabriel Monod, de l'École pratique des hautes études à l'Académie des sciences morales et politiques »), **Marianne Bastid-Bruguière** (« Adhémar Esmein, Alfred Rambaud, Lucien Febvre : trois voies de l'érudition à l'opinion »), Dominique Iogna-Prat (« Gabriel Le Bras et le "ministère" des sciences sociales »), **Jean-Claude Casanova** (Jean Fourastié. L'essentiel : les prix relatifs), **Jean Tulard** (« L'érudition napoléonienne à la Sorbonne ») et **Jean-Robert Pitte** (« Conclusion »). À 15h Hubert Bost, président de l'École pratique des hautes études, assurera la communication hebdomadaire devant l'Académie, sur le thème : « « L'École pratique des hautes études (1868-2018) : l'érudition dans le débat public et ses rapports avec l'opinion. »

Dans la presse et sur les ondes

- « Il faut expliquer au peuple pourquoi cet opiacé public est insoutenable » affirme **Denis Kessler** à propos de la dette publique dans une tribune publiée par *L'Opinion* le 13 avril. « Nul ne peut laisser de dette à ses enfants qu'ils soient contraints d'honorer [...]. En accumulant une dette publique déraisonnable, les générations actuelles stipulent sans leur consentement pour les générations futures. » Devant ce cas d'« irrationalité collective », le patron de SCOR rappelle que l'accumulation permanente de dettes n'est pas plus soutenable pour un État que pour une entreprise. Exemple à l'appui, il montre que le déficit public n'est pas facteur de croissance, « contrairement à ce que pourrait laisser penser la vulgate keynésienne » : « Depuis 2006, [...] les pays qui ont eu recours massivement à la dette – dont la France – ont eu une croissance relativement plus faible et un taux de chômage relativement plus fort que ceux qui ont maîtrisé leurs comptes. » Il propose, pour conjurer la menace d'une explosion de la charge de la dette avec la remontée des taux d'intérêt, d'adopter sans délai une triple « règle d'or » : que soient respectés les critères de Maastricht ; que la réduction des dépenses publiques soit le double de celle des prélèvements obligatoires (indispensable à la réoxygénation de l'économie productive) ; enfin que soit prohibé le déficit des régimes sociaux. On lira également, sur le même sujet, le récent entretien accordé par Denis Kessler à *Valeurs actuelles* (« Il faut cesser d'accumuler ces retards qui nous déclassent », 3 mai).

- « Pour un gouvernance mondiale du droit des migrations », tribune de **Mireille Delmas-Marty** dans *Le Monde* du 14 avril. Plutôt que d'« empiler les lois », la juriste appelle à relever le défi des migrations par la mise en place d'une régulation mondiale conforme au récent rapport de l'ONU *Making Migration Work for All*. Celle-ci n'impliquerait pas seulement les États, mais aussi les ONG, les syndicats, les grandes métropoles mondiales et les États des fédérations, sur le modèle de ce qui s'était produit lors de la COP 21. Elle souhaite également que l'hospitalité universelle, telle que l'avait définie Kant, soit reconnue « comme principe juridique régulateur des mobilités humaines », afin de « pondérer exclusion et intégration, et d'équilibrer ainsi les droits et devoirs respectifs des habitants humains de la Maison commune. » Mireille Delmas-Marty a par ailleurs donné une contribution au dernier numéro du *Courrier de l'Unesco* (avril-juin 2018), sous le titre « Créoliser la notion d'humanité », dans laquelle elle récuse tout à la fois la justification du relativisme des valeurs par le pluralisme des cultures et un universalisme des droits de l'homme qui ne serait qu'un impérialisme occidental déguisé. Elle dessine, à la place, un mode d'emploi des échanges entre les aires culturelles, selon une « dynamique interactive et évolutive » qui permette de passer « de l'échange interculturel (dialogue) à la recherche d'équivalences (traduction) et même à la transformation réciproque (créolisation) », seule à même de pouvoir donner aux principes et valeurs universels « une nouvelle signification vraiment commune » à toutes les cultures.

- Dans une tribune publiée le 18 avril par *Le Figaro* (« Le pragmatisme technocratique a remplacé la politique de convictions »), **Chantal Delsol** relève que « l'action gouvernementale [du président Macron] ne se légitime pas par des principes, des convictions, mais par l'évidence scientifique et le bon sens de Descartes ». Même si elle estime que « le bon sens du pouvoir est bienvenu pour s'employer à nous libérer de la vieille idéologie socialiste dont nous ne nous sommes pas encore dépris », elle redoute qu'il ne soit le prélude à un « gouvernement des experts, dit technocratie, qui laisse penser qu'il n'existe qu'une seule réponse, à la fois scientifique et de bon sens, aux questions politiques ». Or, rappelle-t-elle, c'est « de débats entre les différentes versions du monde » que se nourrit une authentique démocratie.

- « Ce que le prix Nobel Jean Tirole conseille à Emmanuel Macron », *Les Échos*, 20 avril. Un an après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, **Jean Tirole** a donné son point de vue sur trois des grands chantiers du quinquennat en cours : la réforme du ferroviaire, la situation universitaire et la réforme du marché du travail.

- **Jean Claude Trichet** a accordé des entretiens à divers médias étrangers. Aux Pays-Bas, il a répondu aux questions des journaux *de Volkskrant* (édition week-end, 21-22 avril, propos recueillis par Peter de Waard) et *De Financiële Telegraaf* (21 avril, propos recueillis par Martin Visser), ainsi qu'à la chaîne de télévision RTL Nederland (propos recueillis par Roderick Veelo, 25 avril). Le 25 avril, à l'occasion de la visite d'État du président Emmanuel Macron aux États-Unis, il s'est exprimé sur les perspectives d'évolution de l'économie française, au cours de l'émission « Beyond 100 Days », diffusée sur BBC World News (Global), sur BBC News Channel (Royaume-Uni) and sur USA PBS News Network. Le 27 avril, il s'est entretenu avec le journaliste économique Rick Santelli dans l'émission « Squawk on the Street » sur CNBC. Leur échange peut être visionné à la page suivante : <http://cnbc.com/video/2018/04/27/santelli-exchange-former-ecb-president-jean-claude-trichet-on-central-bank-inflation-targets-and-macroprudential-measures.html>

- **Jean-Robert Pitte, Jean-Claude Casanova, Chantal Delsol et Haïm Korsia** font partie des 300 signataires du manifeste « Contre le nouvel antisémitisme » publié le 22 avril dans les colonnes d'*Aujourd'hui en France*, qui commence par ces termes : « L'antisémitisme n'est pas l'affaire des Juifs, c'est l'affaire de tous. »

À lire

- **Georges-Henri Soutou** publie *La guerre froide de la France 1941-1990* (Paris, Tallandier, 2018, 588 p.), dans lequel il étudie la manière dont la France a joué dans ce conflit un jeu original, combinant l'alliance avec les États-Unis à la défense d'un système international classique et cherchant une sortie de guerre qui ne serait pas la victoire pure et simple d'un camp sur l'autre.

À savoir

- **Jacques de Larosière** a participé à un colloque organisé les 9 et 10 avril à Bruxelles par l'EURO 50 sur la question de la relance de l'Europe bancaire et financière, dont il a prononcé les conclusions. Il a invité, en particulier, à mieux utiliser les outils existants, plutôt que d'en créer de nouveaux dont l'efficacité reste à démontrer, et plaidé pour une correction des grands déséquilibres macro-économiques de la zone euro au moyen d'action concrètes. Il est intervenu, sur le même sujet, à Paris le 16 avril au cours du colloque de l'Official Monetary and Financial Institutions Forum (OMFIF). Le texte de cette communication peut être lu en ligne : http://www.asmp.fr/fiches_academiciens/larosiere_alire.htm.

- **Ghislaine Alajouanine** en tant que présidente du Haut Conseil français de télésanté/télémedecine a été auditionnée le 19 avril à l'Assemblée nationale par la Commission d'enquête sur les déserts médicaux.